

RAPPORT N° 420 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 31 DECEMBRE 2023

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 23 au 30 décembre 2023 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au cours de cette période, au moins quatre (4) personnes ont été assassinées dans différentes localités du pays.

Le rapport déplore aussi le cas de trois (3) personnes qui ont été grièvement blessées à la suite des coups et blessures qui leur ont été infligés par des Imbonerakure de la ligue des jeunes affiliée au parti au pouvoir, le CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie).

1. Atteintes au droit à la vie

- Dans la journée de samedi 23 décembre 2023, un homme non identifié a été assassiné par des Imbonerakure au marché de Muhafu situé sur la colline de Shembe de la zone de Muzye, en commune de Giharo de la province de Rutana (sud-est du Burundi).

Selon des témoins de la scène macabre, la victime a d'abord été arrêtée par des Imbonerakure dirigés par un des élus locaux prénommé Josué sur des accusations de vol d'un téléphone portable au marché de Muhafu. Ils l'ont alors emmenée au pied de la colline de Gatonga dans la même zone et, quelques instants plus tard, ils ont été aperçus ramener son corps inanimé.

Les mêmes sources ont précisé que le corps du défunt a été enterré le lendemain par des Imbonerakure sur l'ordre de l'administration communale de Giharo, sans aucune enquête pour l'identification de la victime et de ses bourreaux en vue d'être traduits devant la justice et punis conformément à la loi.

SOS-Torture Burundi déplore l'impunité qui entoure tous les crimes commis par des Imbonerakure, plus particulièrement dans cette commune de Giharo où deux personnes viennent d'être assassinées en moins d'une semaine. Ces Imbonerakure bénéficient en effet du soutien ou de la complicité des autorités administratives ou des responsables du CNDD-FDD, ce qui perpétue le phénomène d'impunité qui a gangréné le système judiciaire burundais et accentue les crimes de sang qui ne cessent d'être perpétrés à travers tout le pays.

- Dans la nuit de dimanche 24 décembre 2023 vers 23 heures, un Imbonerakure connu sous le nom de Lamech Niyonkuru alias Pendo a été tué à coups de balles par un policier prénommé Eric sur la colline de Muriza, en commune de Butaganzwa de la province de Ruyigi (est du Burundi), à environ 50 mètres du chef-lieu de la commune.

Selon des sources locales, après avoir partagé de la bière, Lamech Niyonkuru s'est d'abord disputé avec ce policier du poste de Butaganzwa qui s'est ensuite précipité à son poste d'attache pour prendre son fusil de service. A son retour, presque simultanément, le policier Eric a tiré plusieurs balles en direction de Lamech Niyonkuru qui a rendu l'âme sur-le-champ.

Les mêmes sources ont précisé que le meurtrier a été par la suite arrêté et conduit au cachot de la police en province de Ruyigi pour une enquête.

- Dans la matinée de mardi 26 décembre 2023 vers 6 heures du matin, le corps sans vie d'un jeune homme connu sous le nom d'Eric Ndayishimiye, âgé de 23 ans, a été retrouvé dans un caniveau sur la sous-colline de Mugweji du quartier de Birimba, en commune et province de Rumonge (sud-ouest du Burundi).

Selon des sources locales, le corps de la victime ne présentait aucun signe de violence et les auteurs, de même que les circonstances de sa mort, n'ont pas été élucidés.

Les mêmes sources ont précisé que la victime a été enterrée le même jour par les membres de sa famille pour manque de moyens pour payer les frais de la morgue.

- Dans la soirée de jeudi 28 décembre 2023 vers 18 h 30 min, le corps sans vie d'un jeune homme connu sous le nom d'Elie Misigaro, âgé de 31 ans, a été découvert par des habitants sur la 7^{ème} transversale de la sous-colline de Karurama de la colline de Cibitoke, en commune de Rugombo de la province de Cibitoke (nord-ouest du Burundi).

Selon des témoins de la découverte lugubre, Elie Misigaro, connu dans la localité comme réparateur de postes de radios et de télévisions, a été assassiné à coups de gourdin par des individus non encore identifiés qui ont également pris soin de lui dépouiller tous les biens qu'il avait sur lui.

Selon des sources locales, les habitants de Karurama soupçonnent des Imbonerakure de cette localité d'être derrière le meurtre d'Elie Misigaro dont un d'entre eux avait passé la journée avec lui à partager un verre de bière ensemble. Le corps de la victime a été évacué à la morgue de l'hôpital de Cibitoke en attendant son inhumation.

SOS-Torture Burundi demande une enquête approfondie pour découvrir les auteurs du meurtre d'Elie Misigaro et les punir conformément à la loi.

2. Atteintes au droit l'intégrité physique

- Dans la nuit de lundi 25 décembre 2023, un militant du parti CNL (Congrès National pour la Liberté) connu sous le nom de Pascal Ndereyimana, a été gravement battu et grièvement blessé par trois Imbonerakure, Olivier Nduwimana,

Déogratias Bakundumuhari et Léopold Niyongabo, sur la colline de Bwoga, en commune et province de Gitega (centre du Burundi).

Selon des sources locales, Pascal Ndereyimana, qui est aussi un des élus collinaires sur la colline de Bwoga, est tombé dans une embuscade des Imbonerakure en patrouille nocturne alors qu'il rentrait à son domicile situé sur la même colline. Ces Imbonerakure l'ont alors violemment passé à tabac et grièvement blessé sur la tête au point de perdre connaissance.

Les mêmes sources ont précisé que la victime, qui a été agressée en raison de son appartenance politique, a été évacuée d'urgence à une structure sanitaire locale pour de soins intensifs. Cependant, bien que ses agresseurs aient été clairement identifiés et que ses proches aient porté plainte à la police, aucune enquête n'a été ouverte pour traduire en justice les auteurs des lésions corporelles graves infligées à Pascal Ndereyimana. Au contraire, Olivier Nduwimana, Déogratias Bakundumuhari et Léopold Niyongabo continuent en effet de circuler librement pendant que leur victime reste clouée au lit d'hôpital.

SOS-Torture Burundi demande une enquête minutieuse et impartiale pour arrêter ces trois Imbonerakure en vue de les punir conformément à la loi et aux autorités policières et judiciaires de rompre avec l'impunité devenue la règle pour tous les crimes commis par des Imbonerakure.

- Dans la soirée de mardi 26 décembre 2023 vers 18 heures, deux hommes connus sous les noms respectifs de Macumi et de Bagabo ont été violemment battus et grièvement blessés par le chef de colline de Gikwiye dénommé Michel Karibwami, en complicité avec des imbonerakure sur la même colline de la zone et commune de Gasorwe, en province de Muyinga (nord-est du Burundi).

Selon des témoins, alors qu'il venait de rendre visite à sa femme hospitalisée au centre de santé de Gasorwe, Macumi a entendu des cris de détresse d'un homme

qui était en train d'être violemment battu. Il a effectivement trouvé qu'un homme de l'ethnie Twa du nom de Bagabo était en train d'être passé à tabac pour le punir d'avoir cherché du bois de chauffage dans une propriété qui ne lui appartient pas. Quand Macumi a tenté d'intervenir, le chef de colline Michel Karibwami et des Imbonerakure qui l'accompagnaient ont cessé de battre Bagabo pour s'en prendre à lui. Macumi a alors reçu plusieurs coups partout sur son corps, y compris ses parties génitales qui ont été violemment tordues et endommagées.

Les mêmes sources ont précisé que Macumi a d'abord été évacué au centre de santé de Gasorwe avant d'être transféré le même jour à l'hôpital de Muyinga en raison de la gravité des lésions subies. L'état de santé de la victime qui urine du sang quand il va au petit besoin reste très critique.

SOS-Torture Burundi demande une enquête impartiale pour arrêter les auteurs des lésions corporelles en vue de les punir conformément à la loi.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.